



Taux actuels de d'émaciation : 16.4% retard de croissance : 46.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 39.9%

Source: Gouvernement yéménite (DHS, 2013)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Yémen : en 2017, 92% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Yémen : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Yémen : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Yémen : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Socio-Economic Development Plan for Poverty Reduction) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Yémen : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013.
- Yémen : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire et n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 13% des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (59.1% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Yémen : seulement 59.8% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Yémen : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Yémen : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.
- Le taux d'enregistrement des naissances (30.7% en 2013) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	2.31%	2007	43e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	2.2%	2015	45e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2019	22e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2019	26e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	30.7%	2013	38e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Très médiocre	2018	43e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2017	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	24e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	13%	2018	43e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2018	43e ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	92%	2017	10e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	59.1%	2017	14e
Visites médicales pour les femmes enceintes	59.8%	2013	44e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2006-2010	34e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2013	39e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel